

## EXTRAIT DU DICTIONNAIRE HISTORIQUE DES ACADÉMICIENS DE LYON

GILARDIN ALPHONSE (1805-1875)

*par* Dominique Saint-Pierre

*Alphonse* Jean Gilardin est né à Turnhout, près d'Anvers, le 27 floréal an XIII [17 mai 1805], fils de Jean François Gilardin (1766-1841), directeur des douanes à Belley, et d'Antoine Isabelle *Albertine* Van Uxem (1777-1863). Élève au lycée de Douai, inscrit au barreau de Belley le 21 novembre 1826, il s'inscrit au barreau de Lyon en juillet 1830. Remarqué en 1832 à Lyon lors de la défense, en compagnie d'Odilon Barrot, d'Anselme Petétin, alors journaliste au journal d'opposition *Le Précurseur*, il est nommé le 4 juin 1836 – avec l'appui du garde des sceaux, l'académicien lyonnais Paul Sauzet\* – substitut du procureur général, puis procureur du roi près le tribunal de Lyon le 3 mai 1840, procureur général à Alger le 29 novembre 1845, où, comme directeur chef de la justice en Algérie, il substitue la justice civile à la justice militaire. En 1848, il semble vouloir se rallier à la République (H. Pansu), mais, révoqué par décret du 17 mars 1848, il se retire dans son château de Champollon à Saint-Jean-le-Vieux (Ain). Il y est nommé commandant des gardes nationales. Réintégré dans la magistrature par Odilon Barrot, et nommé procureur général à Montpellier le 6 janvier 1849, il réprime les émeutes socialistes à Perpignan, Prades et notamment Lodève où est assassiné le procureur de la République, Adam. Procureur général à Lyon le 31 mai 1849, il y poursuit la répression contre les opposants. Il refuse le portefeuille de la Justice qui lui a été proposé le 29 octobre 1851, estimant la période trop dangereuse. Nommé premier président de la cour d'appel de Lyon le 30 décembre 1852, installé le 20 janvier 1853, il prête des salles du palais de justice, le palais aux 24 colonnes, pour les cours de la Petite école de droit créée à Lyon en 1868 et dirigée par un autre membre de l'Académie, Paul Rougier\*, avocat, futur professeur à la faculté de droit de Lyon, et où enseignent d'autres académiciens, Auguste Dubreuil\* et Édouard de Villeneuve\*. Du coup la Petite école de droit est appelée l'École du Palais. Gilardin est nommé premier président de la cour d'appel de Paris en janvier 1869, accueilli par le procureur général, son confrère à l'Académie, Théodore Grandperret\*. Il montre un grand courage pendant la guerre de 1870 en installant une « *ambulance du Palais de Justice* », constituée de magistrats et d'avocats, et en relevant lui-même des blessés à Champigny et Buzenval. Il a été élu conseiller général du canton de Poncin le 13 août 1865, en remplacement de Georges Honoré Anthelme Passerat de la Chapelle décédé, jusqu'à la dissolution du 25 décembre 1870. Il se trouve à Champollon lorsque la Commune de Paris ordonna son arrestation. Son remplaçant provisoire à la cour est fusillé comme otage en mai 1871. Un de ses derniers actes judiciaires est de rendre une ordonnance le 25 juillet 1871 nommant une commission pour constater les pertes d'archives, registres, documents judiciaires, subies au palais de justice de Paris pendant la Commune, les arrêts depuis 1800 et

les registres d'état civil ayant été carbonisés. Candidat orléaniste au conseil général de l'Ain le 8 octobre 1871, il ne réunit que 414 voix contre 863 au chirurgien Louis *Eugène* Bonnet, futur sénateur, qui est élu. En 1872, il publie une brochure attaquant le principe du suffrage universel. Retiré à Champollon en juin 1875, il y meurt le 9 novembre d'une crise d'apoplexie. Témoins : Lucien Aillaud, propriétaire rentier, et Isidore Gilardin [son fils], conseiller à la cour. Sa tombe se trouve au cimetière de Loyasse (27, G, pl. 1, T). Paul Humblot\* a prononcé le 23 décembre 1876 un discours de réception intitulé *M. le premier président Gilardin, sa vie, ses écrits* (MEM L 1876-1877). Grand officier de la Légion d'honneur, médaille militaire (LH/1132/39). Commandeur de Saint-Grégoire le Grand. Il avait épousé en premières noces à Verdun-sur-le-Doubs (Saône-et-Loire), le 4 août 1829, Jeanne Louise Hyacinthe Midey (1811-1849), fille de Joseph Gabriel Midey (1767-1834), premier avocat général de Lyon de 1811 à 1815, maire de Verdun, et d'Aspasie Nivière-Chol (1784-1824), elle-même fille du maire de Lyon en 1792 et 1793, Antoine Nivière-Chol (1744-1817). En secondes noces, il épouse à Lyon, le 8 septembre 1832, Julie Françoise *Clémentine* Devillas (1810-1888), fille d'Elisabeth Jean Elisée Devillas\* (1778-1845), président de l'Église réformée de Lyon, et d'Élisabeth d'Arnal, et veuve d'Arthur Paul Théophile Cazenove (1795-1841), garde du corps de Louis XVIII, adjoint au maire de Lyon et conseiller général du Rhône (et père de Raoul de Cazenove\*) : Clémentine avait fait construire le château de la Jayère dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Lyon, où elle est morte.

#### ACADÉMIE ET PUBLICATIONS

Après un rapport (Ac.Ms 279-III pièce 119) de Fleury Durieu\*, il a été élu membre de l'académie de Lyon le 3 juin 1856, succédant à Louis François Marie\*. On ne connaît pas de manuscrits, mais il a publié tous ses travaux, outre ceux contenus dans les *Mémoires* de l'Académie : *Discours sur le sentiment du devoir*, 1837. – *Un procès à Lyon en 1692, ou Aymar, l'homme à la baguette*, Lyon : Boitel, 1837 (extrait de la *Revue du Lyonnais*). – *Discours sur le sentiment du devoir, prononcé à l'audience solennelle de rentrée du 14 novembre 1837*, 1837. – Études philosophiques sur le droit de punir, Lyon : Chambet aîné, 1841. – *Sur l'altération de l'idée de justice par les sectes de notre temps*, Lyon : Perrin, 1849, discours prononcé à l'audience solennelle du 10 novembre 1849. – *Discours sur les Traditions*, Lyon : Perrin, 1851, prononcé à la rentrée de la cour d'appel le 4 novembre 1851. – *Cour d'appel de Lyon. Prestation de serment prescrit par la constitution de 1852. Discours de MM. A. Gilardin, Bryon...*, 1852. – *De la philosophie de l'histoire* (discours de réception à l'Académie le 3 février 1857), 1857, publié en outre dans la *Revue du Lyonnais*. – *Cour impériale de Lyon. Installation de M. Gaulot, procureur général. Audience solennelle du 14 juillet 1858*, Lyon, 1858. – *Du surnaturel et du mysticisme*, 1861, qui reprend un discours lu à l'Académie (MEM L 1861-1862). – *Rapport sur le concours de poésie*, Vingtrinier, Lyon 1861, qui reprend un rapport à la séance du 9 juillet 1861 (MEM L 1861-1862). – *Réflexions sur la doctrine du Père Gratry, à propos de la lecture de M. Blanc Saint-Bonnet* : « De l'infini et de l'infinitésimal » (MEM L 1862-1863). – *La vie est un combat*, 1862. – *J.-B. Dumas et ses œuvres*, notice lue dans la séance publique de l'Académie le 23 décembre 1862, publié dans les *Mélanges philosophiques et historiques* et MEM L 1862-1863). – *Réflexions sur la pensée du P. Grapy*, 1863. – *Du rôle politique des parlements d'après l'histoire du département de Bourgogne par M. le président de la Cuisine*, Lyon 1866, lu à l'Académie aux séances de juin 1865 (MEM

L 1864-1865). – *Critique de la philosophie du devoir de Ferraz*, 1869. – *Considérations sur les différents systèmes de psychologie*, 1883. – *Pendant le siège*, réflexions politiques et morales, 1883, ces deux derniers ouvrages publiés par son fils. – Il a prononcé un discours funèbre sur la tombe de Jules Ward\* à Jujurieux en août 1866.

## BIBLIOGRAPHIE

L. Trénard, *DBF*. – Jacques May, « Ordre des avocats au barreau de Belley de 1789 à 1972 », *Le Bugey*, n° 59, 1972. – M. Déchelette, « Un grand magistrat : Jean-Alphonse Gilardin », *Le Bugey*, n° 60, 1973. – Base Leonore LH/1132/39. – D. Saint-Pierre, *Dict. Ain*. – Henri Pansu, *Claude Joseph Bonnet*, t. 2, Lyon et Jujurieux, 2012.